

Convention collective

IDCC : 8532. – **ENTREPRISES DE TRAVAUX AGRICOLES ET RURAUX
(BRETAGNE)**

(13 juin 1991)

(Etendue par arrêté du 16 décembre 1991,
Journal officiel du 31 décembre 1991)

AVENANT N° 36 DU 13 JANVIER 2009

NOR : *AGRS0997043M*

IDCC : 8532

Entre :

Les entrepreneurs des territoires, fédération Bretagne ;
Le SDETARF des Côtes-d'Armor,

D'une part, et

L'union régionale FGA-CFDT ;

L'union régionale CFTC ;

L'union régionale CFE-CGC ;

La fédération générale des travailleurs de l'agriculture, de l'alimentation
des tabacs et des activités annexes (FGTA) FO,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

Article 1^{er}

L'article 26.1 « Garantie Incapacité de travail » est annulé et remplacé
par :

« En cas d'arrêt de travail pour accident du travail, accident de trajet,
maladie professionnelle, accident ou maladie de la vie privée, tout salarié
non cadre qui justifie de 1 mois d'ancienneté continue dans le champ d'ap-
plication de la convention collective des entrepreneurs des territoires de Bre-
tagne perçoit, en complément de ses indemnités journalières légales, des
indemnités journalières complémentaires.

Ces indemnités journalières complémentaires sont versées à compter :

- du 1^{er} jour d'arrêt du travail en cas d'accident du travail, d'accident de
trajet ou de maladie professionnelle ;

- du 7^e jour d'arrêt de travail, en cas de maladie ou d'accident de la vie privée.

Cette indemnisation complémentaire porte l'indemnisation globale du salarié (y compris les indemnités légales servies par la MSA) à hauteur de 90 % de la rémunération brute pendant 90 jours puis à hauteur de 80 % de ce même rémunération tant que dure le versement des indemnités journalières légales.

La rémunération prise en compte pour le calcul de ces indemnités journalières complémentaires est celle qui est retenu pour le calcul des indemnités journalières légales.

En cas de rupture du contrat de travail intervenant avant la fin de la période d'indemnisation, les indemnités journalières complémentaires continuent à être versées.

En tout état de cause, le montant de la prestation, cumulée à celle du régime de base de la mutualité sociale agricole, ne doit pas conduire l'intéressé à percevoir plus que son salaire net de période d'activité.

Les revalorisations de ces prestations sont effectuées en fonction des taux de revalorisation des assurances sociales agricoles.

Le paiement des charges sociales dues sur les indemnités journalières complémentaires est effectué par l'organisme assureur désigné. Les indemnités journalières sont donc versées nettes de charges sociales, de CSG et de CRDS. »

Article 2

Les parties signataires demandent l'extension du présent avenant, dont toutes les dispositions s'appliquent à compter du 1^{er} janvier 2009 et qui sera déposé à la direction départementale du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle d'Ille-et-Vilaine.

Fait à Loudéac, le 13 janvier 2009.

(Suivent les signatures.)